

Michel Wieviorka

# Le conflit contre la violence

La pensée démocratique suppose de subordonner la violence au conflit : là où la violence détruit la relation à l'autre, le conflit intensifie cette relation pour la modifier. L'article montre que le développement de la violence sociale et politique est liée à la capacité des acteurs et du système politique à structurer la conflictualité sociale.

Lorsque la vie à l'intérieur d'une société s'organise à partir d'un conflit fondamental – que certains appelleront par exemple la lutte des classes – ou lorsque les relations internationales sont surdéterminées par une opposition majeure entre deux blocs – comme ce fut le cas avec la guerre froide – l'espace de la violence ne peut être le même que lorsque la société considérée semble se fragmenter, sans principe central de structuration conflictuelle, ou que le jeu des États cesse d'être conditionné par le face-à-face de deux super-puissances sachant éviter de monter aux extrêmes.

Formulée avec prudence, cette remarque est une invitation à envisager un raisonnement qui devrait avoir tout à la fois valeur sociologique et portée historique. N'est-il pas utile, en effet, d'admettre, en sociologues, que violence et conflit, plutôt qu'aller de pair, relèvent de deux logiques distinctes, voire contraires ? Et ne faut-il pas admettre, en historiens, qu'avec le déclin du mouvement ouvrier, qui fut la haute figure contestataire des sociétés industrielles, comme avec la fin de la guerre froide, la violence revêt des dimensions, des formes, une portée inédites et élargies ? Une telle approche appelle, en tout premier lieu, que soient précisés les

notions et donc les deux termes du rapport envisagé. Nous renverrons, pour ce qui est de la violence, à nos travaux antérieurs<sup>1</sup> et nous contenterons, ici, de proposer une définition de la notion de conflit.

■ Notamment, Michel Wieviorka, *Sociétés et terrorisme*, Paris, Fayard, 1989, et (sous la dir. de) *Violence en France*, Paris, Seuil, 1999.

Comme bien des mots que nous utilisons, celui de « conflit » est vite confus, tant il renvoie à des situations ou des expériences diverses, sociales, politiques, mais aussi, interpersonnelles, voire intrapsychiques. C'est pourquoi il convient d'indiquer le sens, limité, que nous donnons à ce terme : celui d'un rapport entre deux personnes, deux groupes, deux ensembles qui s'opposent au sein d'un même espace avec chacun pour objectif ou pour horizon non pas de liquider la partie adverse et donc la relation elle-même, mais de renforcer sa position relative dans cette relation. Le conflit, dans cette définition certes très étroite, est le contraire de la rupture, où deux personnes, deux groupes, deux ensembles se séparent pour ne plus envisager que la distance et l'ignorance mutuelle au mieux, la destruction de l'autre camp au pire. Le conflit, dans cette perspective, n'est donc pas la guerre, qui au lieu d'être la poursuite de la politique par d'autres moyens, selon la formule célèbre de Clausewitz, vise à anéantir un ennemi. Sa notion se rapproche à bien des égards de ce que dit Georg Simmel du conflit, puisqu'il y voit « un mouvement de protestation contre le dualisme qui sépare, et une voie qui mènera à une sorte d'unité... », « ...la résolution des tensions entre les contraires<sup>2</sup> ». Cette définition n'exclut pas la violence dans le conflit, même la plus terrible puisque l'« unité » qu'amène le conflit peut passer, signale Simmel, par la destruction d'une des parties. Mais cette définition a le mérite de distinguer le conflit de la violence, encourage à réfléchir sur ce qui les sépare, même s'ils peuvent éventuellement se confondre. Certains conflits, explique en effet Simmel, semblent exclure toute autre chose que la violence – par exemple entre le brigand ou le voyou et leurs victimes. Mais « quand un tel combat n'a pas d'autre but que la pure et simple destruction, il se rapproche bel et bien du cas-limite qu'est le meurtre crapuleux, où la part de l'élément créateur d'unité est devenue égale à zéro ; en revanche, dès que d'une manière ou d'une autre il est question d'épargner la victime, d'imposer une limite à la violence, il y a déjà un moment de socialisation, même si celui-ci n'a qu'un effet de frein<sup>3</sup> ». Certains conflits sont stables, structurels, voire structurants. Il en est ainsi, par exemple, de celui qui met face-à-face, dans les sociétés industrielles, le mouvement ouvrier et les maîtres du travail. D'autres sont moins durables, ils se transforment, sont glissants ou même

■ Georg Simmel, *Le Conflit*, Saulxures, Circé, 1992, pp. 19-20. On trouvera chez Lewis Coser une approche fonctionnaliste du conflit qui se réclame très nettement de Simmel, dont il a fait connaître les idées dans son propre ouvrage, *The Functions of Social Conflict*, Glencoe, The Free Press, 1956. Il est vrai qu'on a pu aussi critiquer la lecture que Coser propose de Simmel. Cf. notamment Christine Mironesco, *La Logique du conflit. Théories et mythes de la sociologie contemporaine*, Lausanne, éd. Pierre-Marcel Favre, 1982, pour qui les propos de Coser « trahissent la pensée de Simmel » (p. 30).

■ id. p. 35.

susceptibles de se dissoudre plus ou moins rapidement. Dans la perspective proposée ici, le conflit oppose non pas des ennemis, comme le voudrait une approche inspirée par la pensée de Carl Schmitt, mais des adversaires susceptibles de stabiliser leur relation en l'institutionnalisant, en instaurant des règles de négociation, des modalités permettant de conjuguer maintien d'un lien entre acteurs et opposition. Même si tout n'est pas négociable dans un conflit, même si l'institutionnalisation peut conduire vers la dissolution de la relation conflictuelle, même si dans un conflit il existe toujours un espace ou une possibilité de violence, la thèse générale présentée ici consiste à dire que dans l'ensemble, le conflit, tel que nous l'entendons, est le contraire de la violence. La violence ferme la discussion, le débat, l'échange, même inégal au profit de la rupture ou du seul rapport de force, à moins qu'elle ne surgisse parce qu'il y a rupture, pur rapport de force: telle est l'idée qui anime ce texte qui examinera d'abord l'expérience historique des sociétés industrielles occidentales.

### 1. L'expérience du mouvement ouvrier

Tout au long de l'ère industrielle classique, les sociétés qui en furent partie prenante ont été organisées par une contestation qui a pris l'allure d'un conflit central d'autant moins violent que les acteurs contestataires étaient eux-mêmes puissants, capables de s'organiser dans la durée, de mettre en forme des engagements militants capables de déboucher sur des revendications négociées ou des pressions politiques, sans pour autant abandonner de vastes projets, plus ou moins radicaux, de construction d'autres rapports sociaux.

#### a. L'apogée du mouvement ouvrier

La conscience ouvrière procède de la privation ou de la dépossession dont souffrent les ouvriers à qui il est interdit ou difficile d'avoir la maîtrise de leurs œuvres et de contrôler leur production. Elle est aussi définie par un projet et l'appel à une autre société, elle est affirmation d'une subjectivité malheureuse, mais capable de se projeter vers l'avenir, vers d'autres perspectives que celles qu'offre le présent, *hic et nunc* elle est capable d'imaginer des lendemains qui chantent.

Cette capacité est surtout portée par des ouvriers qualifiés, qui, du fait de ce principe positif que leur apportent un métier, un savoir-faire, une spécialisation, ont une certaine fierté, la conviction d'avoir un rôle ou une utilité sociale, de mériter le respect, de ne pas faillir à l'estime de soi. Livrés à eux-mêmes, les ouvriers non qualifiés sont plus que d'autres, portés à la révolte sans lendemain, à l'explosion de colère, alors que les ouvriers qualifiés, dans toute l'histoire du mouvement ouvrier, sont

d'avantage enclins à la négociation. Comme l'avait montré Alain Touraine au début des années 60, comme l'a confirmé une recherche que nous avons dirigée ensemble, lui et moi, vingt ans plus tard<sup>4</sup>, la conscience ouvrière a trouvé son maximum d'intégration et sa plus haute capacité d'action dans les situations où conscience fière des ouvriers qualifiés et conscience prolétarienne des ouvriers non-qualifiés se rencontraient et s'articulaient l'une à l'autre, en particulier dans les grandes entreprises taylorisées qui ont dominé l'industrie de l'entre-deux-guerres jusque dans les années 70.

Durant cette période, lorsqu'il existait de fortes communautés ouvrières, une vie sociale dense, lorsqu'aussi, à partir du mouvement ouvrier et de ses luttes se mettaient en place des formes de vie politique, un tissu associatif, des débats d'idées et de société, la violence n'était pas un mode d'action sociale, du moins dans ses formes les plus graves, meurtrières. Il pouvait y avoir des grèves dures, longues, des tensions fortes dans les entreprises, des manifestations aux discours agressifs; mais la violence n'était pas une ressource utilisée par les acteurs, même lorsqu'ils se heurtaient à une répression brutale.

#### b. La fin de l'ère industrielle

Tout a changé avec la sortie de la société industrielle, qui s'est opérée en Amérique du Nord ou en Europe occidentale, au début des années 70 du XX<sup>e</sup> siècle. Ceux qui subissent le choc de la désindustrialisation, de la perte d'emploi, du chômage, de l'exclusion ou de la précarité perdent aussi les repères qui autorisaient une image positive d'eux-mêmes, même s'ils étaient exploités et dominés. Ils sont alors souvent prostrés, poussés au repli sur eux-mêmes, incapables d'action. Mais leurs enfants, s'ils font eux aussi les frais de cette situation, ne vivent pas le même sentiment paralysant d'anéantissement de leur être social et sont susceptibles, plus facilement, de passer à la violence sociale. Ainsi, dans plusieurs sociétés occidentales, les conduites juvéniles de violence urbaine, en particulier dans les quartiers populaires atteints de plein fouet par le déclin industriel, doivent-elles beaucoup à l'épuisement du conflit social central qui caractérisait l'ère industrielle.

À partir du moment où ce conflit perd toute capacité structurante, se met en place une toute autre culture que celle des acteurs pris dans une relation de domination. Les valeurs qui s'imposent, en effet, notamment chez les jeunes, ne sont plus celles d'individus dont le fruit de l'activité, d'un travail, tout en étant valorisé à leurs propres yeux, est

<sup>4</sup> Alain Touraine, *La Conscience ouvrière*, Paris, Seuil, 1966.  
Alain Touraine, Michel Wieviorka, François Dubet, *Le Mouvement ouvrier*, Paris, Fayard, 1984.

accaparé par d'autres. Il n'y a plus ce sentiment d'avoir une forte utilité sociale, ou même celui d'être dépossédé de tout contrôle sur son travail et ce qu'il produit. Domine, bien davantage, le sentiment sinon d'être inutile, du moins d'être extérieur à la société et interdit d'accès à ses valeurs. La culture qui s'étend se définit par le couple *winner-loser*, dans lequel il s'agit d'être un gagnant et d'échapper au mépris qui entoure les perdants. Pour certains de ceux qui sont « jetables », comme on dit souvent en Amérique latine, ou rejetés, il se développe une vive angoisse de risquer de déchoir et l'absence ou la perte d'estime de soi peut envahir la conscience : n'est-on pas inutile socialement, mis au rebut ou presque ? Quand le conflit structurant disparaît, l'individu est livré à lui-même, il risque même de ne pouvoir imputer ses échecs ou ses difficultés existentielles qu'à lui-même, il n'a pas d'adversaire à qui s'opposer pour faire valoir un apport devenu inexistant à la vie collective. Dans un tel contexte, la violence trouve sa voie bien plus facilement que dans une culture ouvrière où la domination et l'exploitation vécues ou même le sentiment d'appartenir au camp des dominés et des exploités fondent la conscience d'une utilité sociale.

La dissolution du conflit détache les individus de la société et les emporte dans un flot d'épreuves qu'ils vivent comme autant de défis personnels, elle les incite à s'exposer personnellement pour ne pas être méprisés par autrui, à toujours avoir le souci, selon le mot d'Erving Goffman, de la « face », de l'honneur. Elle substitue les problèmes de la personnalité et de sa fragilité à ceux de la domination sociale, elle encourage à répondre par la violence au mépris, réel ou simplement perçu. Une des grandes leçons des travaux contemporains<sup>5</sup> sur les jeunes des quartiers populaires passés à l'émeute ou développant la haine, la rage et diverses conduites de violence, notamment à l'école, est que celles-ci traduisent un ressentiment, un sentiment de non-reconnaissance et plus profondément peut-être, l'incapacité d'étayer leur existence faute d'une relation sociale dans laquelle ils pourraient se définir par rapport à un adversaire, un dominant, un exploitateur.

Une conséquence de la structuration de la vie collective qu'apporte un conflit aussi central que celui opposant le mouvement ouvrier aux

■ cf. par exemple, outre notre propre recherche, *Violence en France*, op. cit., Daniel Lepoutre, *Cœur de banlieue. Codes, rites et langages*, Paris, O. Jacob, 1997 ; François Dubet, *La Galère*, Paris, Fayard, 1988.

patrons est que lorsque la violence surgit dans les quartiers populaires, du fait par exemple de groupes d'adolescents plus ou moins délinquants, son spectacle est relativement bien supporté. Il l'est moins lorsque le conflit en question n'est pas encore perçu, ou au contraire, lorsqu'il perd de sa centralité et de son importance. Ainsi Louis Chevalier a bien

montré comment, avec la naissance du mouvement ouvrier, la perception s'est déplacée pour les acteurs populaires, de l'image de classes dangereuses à celle de classes laborieuses<sup>6</sup> ; de même, Régis Pierret<sup>7</sup> ou Michelle Perrot, étudiant les « Apaches », ces jeunes voyous urbains du début du XX<sup>e</sup> siècle, soulignent utilement qu'ils appartiennent à une jeunesse populaire niée comme groupe, qui inquiète et dont ni les partis ni les syndicats ne se préoccupent vraiment. Les Apaches sont le fruit d'une nouvelle industrialisation qui « distend le tissu urbain, brise les ethnies, les quartiers, sépare les sexes », alors que « dans la société dite traditionnelle, les jeunes avaient leurs formes spécifiques d'existence et d'intervention » et qu'au tournant du siècle « les formes d'organisation industrielle autonomes, si longtemps persistantes et au vrai toujours récurrentes, reculent devant la rigueur de l'usine<sup>8</sup> ». Les mêmes types de délinquance inquièteront moins lorsque les quartiers populaires deviendront des « banlieues rouges », structurées politiquement et socialement.

Symétriquement, lorsque les quartiers ouvriers se défont, que les réseaux syndicaux, politiques ou associatifs liés de près ou de loin au mouvement ouvrier s'étiolent ou disparaissent, la violence, à gravité égale ou incomparable, est perçue comme bien plus insupportable et dangereuse qu'auparavant. Quand les formes établies de la vie sociale se décomposent parce que les repères qu'y apportait un principe actif de conflictualité se défont, la moindre marque d'agressivité peut déclencher ou accentuer un vif sentiment de peur et de menace.

### c. L'individualisme moderne et les désordres liés à l'industrie

La sociologie classique a souvent associé l'individualisme moderne et ses méfaits, à commencer par l'anomie et les risques de violence, à la dissolution des traditions et des ordres anciens. Elle s'est beaucoup inquiétée des dégâts sociaux de l'industrialisation capitaliste, dans laquelle elle a pu voir sinon la source principale de la dégradation générale des communautés, de la culture et de l'ordre, du moins un risque considérable. Nous venons de vivre, au fil des trente dernières années du XX<sup>e</sup> siècle, l'agonie de cette société industrielle, qui inquiétait tant et nous découvrons qu'en en sortant, nous perdons une relation conflictuelle qui évitait, précisément, les travers et les méfaits de l'individualisme et retenait les individus et les groupes de passer à la violence.

■ Louis Chevalier, *Classes laborieuses, classes dangereuses*, Paris, Hachette, 1984.

■ Régis Pierret, *Les Apaches à Paris au début du siècle*, Paris, diplôme de l'EHESS, 1996.

■ Michelle Perrot, *Les Ombres de l'histoire. Crime et châtiement au XIX<sup>e</sup> siècle*, Paris, Flammarion, 2001, pp. 359,360,361.

Il y a là une importante leçon de sociologie. De Tocqueville à Durkheim en passant par diverses écoles de pensée, la pensée sociale du XIX<sup>e</sup> siècle a été tourmentée par l'idée de voir la violence, l'anomie et le désordre surgir et s'étendre avec l'industrie et la division du travail. Aujourd'hui, c'est la disparition du conflit central de l'ère industrielle qui pose ce type de problèmes en suscitant d'une part des violences et d'autre part un sentiment général de perte de repères qui aiguise et accentue les inquiétudes relatives à ces violences. La hantise de l'individualisme a accompagné l'émergence de l'industrie moderne et lui a imputé les pires risques et dangers; elle resurgit, après coup en quelque sorte, sous des thématiques modifiées insistant sur la solitude et le vide de l'individu contemporain, manière de marquer l'entrée dans une nouvelle ère où nous sommes en manque (mais peut-être provisoirement seulement) d'un principe central de conflictualité.

d. En amont et en aval du conflit : une approche du terrorisme d'extrême-gauche

Les remarques qui précèdent illustrent un raisonnement général: l'espace de la violence a été d'autant plus vaste que celui du conflit social, en l'occurrence celui opposant le mouvement ouvrier et le patronat, a de son côté rétréci. La violence, ici, exprime la faiblesse du conflit, ce qui renvoie à trois cas de figure principaux.

Ou bien le conflit est naissant, il ne s'est pas encore pleinement constitué et n'est encore perçu comme tel ni par ses protagonistes, ni par la société civile dans laquelle il s'ébauche. Ou bien, à l'opposé, il est dans une phase de crise, de déstructuration ou de déclin historique. Ou bien encore les deux logiques précédentes, en amont et en aval, sont conjuguées, deux conflits sociaux sont co-présents dans la même expérience concrète: l'un, naissant, tarde à se mettre en forme, tandis que l'autre, déclinant, vit ses derniers moments.

Le terrorisme d'extrême-gauche apporte des illustrations saisissantes de ces trois cas de figure. Dans sa version anarchiste de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle en France, entre 1892 et 1894, il exprime en creux, en amont, la faiblesse d'un conflit émergent, il annonce la naissance d'un acteur social qui tarde à se construire et il précède la formation d'un mouvement syndical capable d'une réelle mobilisation. L'«ère des attentats», comme a dit l'historien Jean Maïtron, s'arrête exactement en même temps que s'affirme, dans les Bourses du Travail et les syndicats, la première grande expression organisée du mouvement ouvrier en France, le syndicalisme d'action directe, parfois appelé aussi syndicalisme révolutionnaire ou anarcho-syndicalisme. Ce sera une préoccupation forte de ce syndicalisme que de se démarquer nettement de la violence

terroriste sans pourtant rejeter diverses formes d'action radicales, mais jamais meurtrières (sabotage, boycottage, etc.).

cf. mon livre *Sociétés et terrorisme*, op. cit.

Symétriquement, en aval et non plus en amont du mouvement social, le terrorisme d'extrême-gauche dans plusieurs pays occidentaux, ainsi d'ailleurs qu'au Japon, est venu exprimer dans les années 70 et 80, sur le mode de ce que j'ai appelé l'inversion<sup>9</sup>, la fin du mouvement ouvrier et des idéologies marxistes-léninistes qui en faisaient le sel de la terre. Ses protagonistes essayaient de maintenir au plus haut niveau, dans sa visée historique, une action en déclin dont le sens ne pouvait plus être lié à des projets de conduite générale de la vie collective. La violence était d'autant plus extrême et sans limites, que le fossé se creusait entre des terroristes parlant artificiellement de la lutte des classes et de l'accès du prolétariat ouvrier au pouvoir, et des ouvriers pour qui ce discours ne signifiait plus grand-chose.

Enfin, l'expérience du terrorisme italien d'extrême-gauche, tout en l'incluant, ne se limite pas à l'image d'une violence qui maintient de façon de plus en plus absurde le flambeau d'un mouvement ouvrier ayant perdu sa centralité. Car l'emballement des *Brigades Rouges* ou de *Prima Linea* vers un terrorisme de plus en plus aveugle, dans l'Italie du début des années 80, doit aussi beaucoup au désir d'une jeunesse «autonome», rêvant de jouer avec le «Camarade P.38» et porteuse de sensibilités et d'attentes nouvelles. La culture de ces jeunes, en effet, correspond à l'entrée de l'Italie dans l'ère post-industrielle et est lourde de nouvelles attentes et conflits – mouvements de femmes et d'homosexuels, écologistes, étudiants, etc., trop faibles pour s'affirmer de manière autonome et qui ne trouvent aucun débouché politique au sein du système institutionnel italien de l'époque, aussi ouvert qu'il soit à la gauche «extra-parlementaire». On a ici la conjugaison d'un terrorisme «en aval», lourd du déclin d'un ancien mouvement social et d'un terrorisme «en amont», chargé des aspirations confuses d'un acteur non encore formé.

## 2. La fin de la guerre froide

Les analyses qui viennent d'être présentées illustrent un raisonnement d'ensemble à partir d'une seule et unique expérience historique, certes considérable: celle du mouvement ouvrier. Ne peut-on pas gagner en généralité et apporter d'autres illustrations de ce mode d'approche qui insiste sur l'opposition et non la complémentarité de la violence et du conflit?

En fait, il est d'abord possible d'élargir le champ de réflexion par le haut, en considérant non plus un conflit social structurant la vie collective dans

le cadre (le plus souvent) de sociétés nationales, mais un conflit géopolitique ayant structuré la planète pendant près d'un demi-siècle. La guerre froide fut un conflit majeur, dans lequel l'Union soviétique et les États-Unis d'Amérique ont vécu sous tension, parfois extrême, une relation qui ne s'est pourtant jamais soldée par le moindre affrontement violent direct. Ce rapport conflictuel n'a pas débouché sur la guerre entre les deux super-puissances, mais au plus sur des affrontements limités et où elles ont toujours su éviter le face-à-face guerrier. Leur rivalité n'a expliqué aucun affrontement majeur de la période, à l'exception des guerres de Corée, relativement vite réglées, et, mais c'est déjà moins évident, du Vietnam et du Cambodge. Dans certains cas, la guerre froide a pu attiser des tensions et des violences locales, tout simplement parce que lorsque l'apaisement local convenait à une des deux super-puissances, l'autre pouvait avoir intérêt au contraire à jouer la carte de la tension ou de la radicalisation. Mais dans d'autres cas, la guerre froide a évité l'emballement ou le passage aux extrêmes dans des situations locales ou régionales, interdisant à certains États d'aller trop loin dans une logique de guerre ou de violence : « N'importe quel conflit local pouvant avoir une influence sur le rapport de forces entre les deux grandes puissances, note Jean-Pierre Derriennic, celles-ci ne pouvaient pas rester indifférentes à son déroulement<sup>10</sup> ».

On le comprend bien *a posteriori*, lorsque l'on considère la situation dans le monde d'après la guerre froide : de nouvelles lignes de fracture apparaissent. Et si les guerres civiles, selon Derriennic, sont moins probables depuis la fin de la guerre froide, en revanche la nouvelle situation autorise une privatisation de la violence qui devient alors instrumentale et économique. Elle autorise également la démultiplication des violences identitaires, comme on l'a vu avec les combats meurtriers débouchant sur la barbarie de la purification ethnique, l'occasion du démembrement de la Yougoslavie – un pays dont l'armée, en temps de guerre froide, avait constitué un élément de stabilité internationale. Par ailleurs, la déstructuration de l'Union soviétique, la fin de la guerre froide et dans une moindre mesure, la décomposition de l'ex-Yougoslavie ont signifié une sorte d'éclatement du commerce des armes et leur diffusion quasi virale, les unes alimentant la guerre ou la guerre civile, les autres le terrorisme, les autres encore le crime organisé, ou la délinquance. Si en France ces dernières années, le crime organisé, mais aussi la délinquance

se renouvellent et s'appuient sur un accès de plus en plus facile à toutes sortes d'armes, c'est en partie parce que l'offre s'est considérablement étendue en raison de cette nouvelle donne.

<sup>10</sup> Jean-Pierre Derriennic, *Les Guerres civiles*, Paris, les Presses de Sciences Po, 2001, p. 42.

Il serait abusif de dire de la fin de la guerre froide qu'elle ne pouvait que déboucher sur une période de violences nécessairement plus nombreuses et plus graves. Mais il est juste de dire qu'elle a créé des conditions favorables à l'ouverture d'espaces de violence jusque-là réduits ou inexistants.

### 3. Des conflits limités

Il est possible également d'élargir notre raisonnement d'ensemble par le bas, en considérant non pas le phénomène majeur, macro-historique, qu'a constitué la guerre froide, ni même la figure massive du mouvement ouvrier, mais des situations beaucoup plus limitées et par exemple celles dont rend compte du moins en France la notion de violences urbaines. Ainsi, lorsque dans ce pays est organisée depuis Marseille ou des banlieues lyonnaises, une « Marche pour l'égalité et contre le racisme » en 1983, l'action, même si elle comporte une dimension en fait très minoritaire, de tendance affichée à la radicalisation, est avant tout une pression non violente, comparable dans son esprit aux luttes pour les droits civiques dans les États-Unis des années 60. Elle exclut la violence, elle en est l'opposé et même l'adversaire, elle construit une protestation pacifique, une demande démocratique qu'entendent les responsables politiques, puisque les leaders de la Marche seront reçus à l'Élysée par le chef de l'État, François Mitterrand. Puis son souffle retombe, les espoirs qu'elle avait fait naître se dissipent et bien des émeutes, bien des conduites de rage, notamment dans la banlieue de la ville de Lyon, viendront exprimer la colère et le sentiment de n'être ni reconnus ni entendus. Le désespoir des jeunes s'alimente du fait qu'ils n'ont plus de débouché politique pour une action revendicatrice et non-violente. À Vaulx-en-Velin par exemple, la violence urbaine des émeutes, des rodéos et de la haine a précédé la marche de 1983, et elle lui succèdera, marque de grandes carences dans la conflictualisation des attentes des jeunes de ses quartiers populaires. De même, et toujours dans cette même ville de la banlieue lyonnaise, la grande émeute de 1990, généralement considérée comme la plus importante de toute cette période à l'échelle du pays, a été suivie par l'apparition ou le renforcement d'un tissu d'associations qui, telle *Agora*, ont fait clairement et explicitement le choix de transformer la violence des jeunes en conflit social et politique, ce qui alimente des relations parfois très tendues avec le pouvoir municipal – mais des relations qui n'ont plus rien à voir avec l'émeute ou les agressions contre des personnes ou des biens.

Que l'action conflictuelle, plus ou moins institutionnalisée, succède à la violence conduit à introduire une hypothèse qui n'est pas nécessairement

contradictoire, mais qui peut sembler paradoxale : la violence est un élément fondateur du conflit, son point de départ, la condition initiale à la constitution des acteurs. Dans certaines expériences ou pour certains acteurs, la participation à un épisode de violence émeutière par exemple, constitue un moment initiatique de la violence où s'exprime et se cristallise une subjectivité jusque là refoulée, peu ou non explicite ou trop inquiète ou trop malheureuse pour avoir pu se manifester. C'est ainsi que parfois, sur le terrain, des jeunes des « banlieues » dites « difficiles » expliquent qu'ils se sont politisés ou engagés dans la vie associative après avoir spontanément participé, sans trop se poser de questions à une émeute consécutive à une « bavure » policière.

Nous le voyons à nouveau, l'idée que violence et conflit s'opposent doit donc être nuancée. D'ailleurs, il arrive qu'ils s'associent encore plus directement que dans le paradoxe qui vient d'être signalé, tant, dans certaines situations, le conflit est radical, ou tant la violence se limite à des dimensions instrumentales qui la réduisent aux calculs d'acteurs en faisant une ressource qu'ils maîtrisent. C'est pourquoi l'idée d'une contradiction entre violence et conflit constitue non pas une théorie générale, une règle absolue, mais un outil d'analyse, une hypothèse dont le chercheur se sert comme d'un projecteur pour éclairer telle ou telle expérience concrète, avec des résultats susceptibles de varier d'un cas à un autre.

## Conclusion

Les analyses qui viennent d'être présentées ne dessinent pas un bilan historique complet. Elles laissent en particulier de côté l'immense question nationale qui semble dans bien des situations ne pouvoir se résoudre que dans la guerre et les pires violences – mais qui aussi, çà et là, se rapproche d'un conflit négociable, comme on l'a vu par exemple récemment en Irlande du Nord ou au Sri Lanka. Malgré cette lacune, dont l'examen ne devrait pas nous éloigner du diagnostic qui est proposé ici, ce texte, en examinant les deux grands conflits dont nous sommes orphelins, l'un social – la lutte des classes – et l'autre géopolitique et international – la Guerre froide –, montre que dans cette nouvelle donne historique qui marque la fin du XX<sup>e</sup> siècle, l'espace de la violence s'est considérablement ouvert et renouvelé.

Est-ce à dire que nous sommes condamnés à vivre dans un univers où, faute de conflit structurel et structurant, les risques de violence se démultiplient, sur fond d'individualisme débridé et de poussée des communautarismes en tous genres ? Pour certains, nous ne connaissons

plus, ou pas avant longtemps, de conflits aussi fondamentaux que ceux qui viennent d'être évoqués. Nous sommes entrés, affirme par exemple Irene Taviss Thompson, dans des sociétés dominées par le « pur » individualisme et nous devons apprendre à admettre qu'il y a eu « glissement d'un modèle du conflit à un autre modèle, dans lequel l'individu est encapsulé dans la société<sup>11</sup> ». D'autres analystes, plus nombreux en fait, considèrent que l'époque est à la fragmentation culturelle et sociale, à la démultiplication des formes d'inégalités, des types de domination<sup>12</sup> et, partant, des sources et des formes de conflits. Dans cette perspective, le conflit ne disparaît pas : il se dissémine, se diversifie, éclate en une multitude d'oppositions toutes toujours chargées de sens, mais sans qu'on puisse, du moins aisément, évoquer une quelconque unité ou centralité. Le conflit cesse alors d'offrir un principe de structuration par le haut, valable pour toute la vie collective ; il n'en permet pas moins, en une infinité de situations, de limiter l'espace de la violence.

Mais redisons-le – et nous retrouvons ici l'esprit de Georg Simmel, toujours très méfiant à l'égard de toute généralisation – ne faisons pas une règle absolue de l'opposition entre violence et conflit. Entre les points extrêmes de l'axe qui conduit du conflit parfaitement institutionnalisé à la violence la plus débridée, il existe une infinie variété de situations moins tranchées, plus incertaines, floues ou indécises, dans lesquelles la relation conflictuelle entre adversaires n'exclut pas la violence et où celle-ci peut s'avérer génératrice de conflit pacifié. Que les deux logiques, qu'il faut distinguer analytiquement, puissent se rencontrer, voire s'épauler et pas seulement se heurter et se télescoper n'est pas aberrant. Le conflit n'interdit pas la haine et sa résolution n'épuise pas nécessairement le sens de l'antagonisme. Il est toujours susceptible de laisser de côté des dimensions, des attentes, des passions qui pourront tourner à la rage ou à la colère. La violence a sa place aux marges du conflit, là où il est inopérant, impuissant, pour parler comme Simmel, à assurer l'« unité » des parties concernées ; elle trouve aussi sa place lorsque la haine ou une hostilité irréductible sont au cœur de l'action. Mais fondamentalement, violence et conflit relèvent de registres différents, qui sont en contradiction bien plus que complémentaires.

Une telle idée ne pourrait-elle pas alimenter la réflexion des acteurs sociaux, culturels et politiques que sont les écologistes ? Leur problème n'est pas principalement la tentation de la violence. Pourtant, le raisonnement qui vient d'être proposé peut apporter un éclairage

<sup>11</sup> Irene Taviss Thompson, *In Conflict no longer. Self and Society in Contemporary America*, Roman and Littlefield pub. Inc., Lanham, 2000, p. 2.

<sup>12</sup> cf. par exemple Danilo Martuccelli, *Domination ordinaires*, Paris, Balland, 2001.

– voire suggérer un remède – à leurs difficultés, spectaculaires en France aujourd’hui : institutionnalisation mal maîtrisée, échec électoral, jeux et déchirements internes souvent désolants. En effet, ce raisonnement, si on l’étend promeut le conflit contre la violence, mais aussi contre d’autres éventuelles dérives des acteurs. Transformer des problèmes en conflits, conflictualiser ou reconflictualiser l’action, mettre en cause des figures sociales, économiques ou politiques de la domination, désigner des adversaires, des responsables, des figures dirigeantes, c’est éviter de se perdre soit dans la dénonciation de mécanismes trop abstraits, systémiques et pour l’essentiel insaisissables, soit dans la critique quasi-guerrière d’ennemis qu’il ne reste qu’à envisager de détruire, soit à l’opposé, dans des discours et des pratiques modernisatrices plus ou moins consensuelles, qui privent l’acteur de sa charge critique et revendicatrice. C’est structurer l’action au-delà des facilités démagogiques de la radicalisation gauchiste, ou de la dissolution de la capacité contestataire dans des postures purement expertes et modernisatrices.

François Dubet

## Violences à l’école et violence scolaire

La tentation est grande de défendre l’école contre les « barbares » que sont les enfants des milieux populaires. C’est pourtant l’école elle-même qui coproduit les violences scolaires en maintenant une compétitivité sélective élitiste et une représentation « naturelle » de l’autorité alors qu’elle devrait être fondée sur le sentiment de justice et de démocratie.

L’utilisation assez ignoble des faits divers violents et du sentiment d’insécurité par la plupart des candidats à l’élection présidentielle ne doit pas nous conduire, par un réflexe socialement aristocratique et intellectuellement « constructiviste », à ne voir dans ces affaires que des fantasmes ou des manipulations. Si la violence n’est pas partout, si elle cause moins de dégâts que les accidents de la route et que la simple bêtise, il n’empêche qu’elle est profondément traumatisante parce qu’elle relève d’une action délibérée, du désir et souvent du plaisir de faire souffrir, parce qu’elle touche aussi les plus faibles. Après tout, il n’est pas nécessaire d’être un disciple d’Élias (1973) pour admettre que tout l’effort de la civilisation a visé à réduire la violence civile, ni un disciple de Freud pour comprendre que la violence émerge quand les symboles et la culture s’épuisent. Le traumatisme de la violence scolaire est d’autant plus vif que l’école a longtemps été construite et pensée comme un sanctuaire préservé des désordres de la vie sociale, comme un Ordre Régulier à l’abri des passions du monde. Dès lors, l’indignation tient lieu d’analyse et insensiblement, on glisse vers une sorte de criminalisation des élèves ou, en tout cas, de certains d’entre eux baptisés « noyaux durs ». C’est pour résister à cette inclination naturelle qu’il nous faut